L'ABEILLE.

Journal officiel de l'Etat, du Conseil Général, de la Première et de la Troisième Municipalité.

IMPRIMÉ ET PUBLIÉ PAR J. BAYON

NOUVELLE-ORLEANS
MERCREDI MATIN, 21 MARS 1838

POUR GOUVERNEUR:
A. B. ROMAN.

Extrait de la séance du Sénat du 6 février 1835.

"Résolu que le Sénat de l'Etat de la Louisiane, approuve les mesures générales de l'administration du Lieutenant-gouverneur A. B. Roman, et qu'il emporte avec lui, en quittant sa place, le souvenir des membres du Sénat."

"Résolu que le Président du Sénat soit invité à envoyer une copie de cet e résolution à M. Roman."

Extrait de la séance de la Chambre des Représentants du 3 février 1835.

"Résolu par la Chambre des Représentants de l'Etat de la Louisiane que l'administration du gouvernement de l'Etat, par le Lieutenant-gouverneur A. B. Roman, a été marquée par l'intégrité et la fermeté, et par un zèle constant et infatigable pour le service public; que dans cet exercice de fonctions si honorable, il a montré les grandes et importantes qualités qui le font considérer comme un digne soldat de la république, et qu'il a bien mérité de ses concitoyens en général et de cette Chambre en particulier."

"Résolu que l'huissier de la Chambre transmette à Paul Gaynier, sur Roman, copie de ces résolutions."

Représentant du 1er. District au Congrès
JOHN SLIDELL.

Pour Recorder de la 1re. Municipalité.
PAUL BERTUS.

Pour Recorder de la 3me Municipalité.
J. R. BERTRAND.

Communiqué

L. U. Gatennière sera soumis à la prochaine élection comme Maire de la ville de la Nouvelle Orléans, par un

GRAND NOMBRE DE VOTANS
DES TROIS MUNICIPALITÉS.

Mr. L'Editeur,

Veuillez annoncer au nom d'un grand nombre de vos abonnés et lecteurs de la Troisième Municipalité, et obligerez beaucoup

Un abonné.

NOMINATION PAR LE GOUVERNEUR.

Wm. C. C. Claiborne a été nommé Secrétaire d'Etat, en remplacement de Martin Bache, qui a resigné.

BANQUE GENERALE DE CONSIGNATIONS DU HAVRE.

Les journaux de France en nous faisant connaître la fondation de l'Etablissement que nous venons à notre connaissance, annoncent que nous avions à signaler au commerce américain, nous avions cherché à faire connaître les avantages que nous pouvions offrir à une semblable institution, qui, déjà reçue avec une approbation générale, depuis qu'elle fonctionne, a mérité une obligation de vendre, à nos risques pendant, de prêter les marchandises sur dépôt, de faire toutes les avances sur cette garantie, et de faire toutes les opérations qui constituent essentiellement la profession d'un bon négociant.

Les armateurs de France en nous faisant connaître la création de la Banque Générale de consignations du Havre, ont ajouté à leur annonce, que les navires qui seront consignés à cette Banque, seront admis à la vente publique, sans aucune obligation de vendre, à moins qu'ils ne le jugent convenable, et de prêter les marchandises qui seront déposées dans ses magasins, ce qui, sans contredit, offrira aux consignataires des avantages précieux, et qui leur est généralement accordé par les banques de consignations qui se trouvent au Havre.

Il est littéralement ainsi conçu:

Les soussignés forment une société de commerce en nom collectif entre MM. Lefrançois et Barbey, pour la durée de trente années consécutives, qui commencera le premier juillet prochain.

Les personnes qui adhéreront aux présents statuts sont d'abord celles dénommées ci-après.

La société a pour nom collectif à l'égard de MM. Lefrançois et Barbey, et le cas échéant de ceux qui auront signés ou auront fait leur soumission et par suite adhésion aux présents statuts, individuellement responsables des engagements de la société à ces titres.

La société sera commanditée pour les autres personnes qui adhéreront aux présents statuts.

MM. Lefrançois et Barbey, se réservent la faculté de subroger un co-associé américain qui aura leur gestion et leur responsabilité.

Les opérations de la société consisteront:

1o. *A recevoir en dépôt les marchandises, à la vente, à l'exportation;* 2o. *A se charger de la consignation des marchandises, à recevoir et expédier toutes les marchandises, et notamment l'Europe pour les Antilles;* 4o. *A faire des avances et Assurances maritimes;* 5o. *A faire des achats et souscriptions de fonds publics, et notamment garantie sur les produits des Etats-Unis, sur le Havre, et sur ceux d'Europe passant par le Havre et en destination des Etats-Unis.*

Les opérations de commission sur marchandises, sont celles qui, sur tous les marchandises lui auront été remises à la vente.

La société ne fera compte et désignera sous le titre de la Banque Générale de consignations du Havre.

L'union sociale sera présidée par les associés, et la signature sociale sera présidée par les associés, et la signature appartiendra à MM. Lefrançois et Barbey, ou en cas d'adjonction d'un troisième gérant, il aura une signature sociale.

Le siège de la société est fixé à Paris; la Banque aura des dépôts dans les ports principaux des Etats-Unis d'Amérique.

La durée de la société est fixée à vingt années à partir du 1er. janvier mil huit cent trente-huit; toutefois, la dissolution de la société ne pourra commencer qu'autant que le capital social aura été amoindri par la concurrence de cinq millions de francs, ou cinq mille actions; la prorogation de la société pourra avoir lieu à la demande unanime des associés, en raison de l'assemblée des cent plus fortes actionnaires.

Le fonds social est fixé à dix millions de francs en quarante mille actions de deux mille cinq cents francs; malgré cette fixation, ce capital pourra être successivement augmenté par de nouvelles émissions, à mesure de l'extension des opérations de la Banque. Cette augmentation de fonds social ne pourra avoir lieu que sur la demande unanime des associés, après l'approbation d'une assemblée composée des cent plus fortes actionnaires.

Art. 8. MM. Lefrançois et Barbey, apportant en société la clientelle qui est attachée à la maison de commerce de consignations qu'ils exploitent en ce moment au Havre et à Paris, clientelle dont le prix est fixé à Deux Cent mille francs, ou deux cent mille francs pour chacun d'eux.

Le capital social est souscrit jusqu'à concurrence des cent actions nominatives ou deux cent cinquante mille francs par chacun de MM. Lefrançois et Barbey.

Cet te somme de 250,000 fr. sera payée par chacun d'eux, savoir: cent cinquante mille francs en argent et cent mille francs en valeur de la mise de ladite clientelle; ils seront libérés chacun de cent mille francs sur le montant de ces actions par le seul fait dudit apport de clientèle."

Les cogérant américain que ces messieurs pourront s'adjoindre devra souscrire pour deux cent cinquante mille francs, ou cent actions nominatives qui leur seront réservées.

Art. 19. La gestion comprendra l'exercice de tous les pouvoirs que la loi attache à la qualité de gérant sous la restriction des actes interdits par les présents statuts.

La société sera administrée tant activement que passivement par MM. Lefrançois et Barbey. Cette administration sera partagée par le co gérant associé sous adjonction s'il y a lieu.

MM. Lefrançois et Barbey, pourront adjoindre à l'un en l'absence de l'autre, mais à compter du jour où de se seront adjoint un co-gérant, les actes d'administration ne seront valables qu'autant qu'ils seront revêtus de la signature de deux gérans; mais dans aucun cas les fonds ne pourront être retirés de chez banquier de la société que par la signature de deux gérans. Néanmoins, dans les cas qui viennent d'être spécifiés, les deux gérants pourra être représenté par un mandataire qui ne sera point assujetti aux conditions ci-dessus exprimées. MM. Lefrançois et Barbey, et leur co-gérant seront autorisés à créer pour les opérations de la société des billets, mandats ou lettres de changes payables soit en France, soit aux Etats-Unis d'Amérique, ils pourront créer des endossements aux ordres de la société, pour le compte de laquelle ils feront tous les actes nécessaires pour les affaires de la société, ils pourront aussi prendre faire d'emprunts pour le compte de la société; les opérations devront toutes se rattacher exclusivement dans le cercle tracé par les présents statuts, et toutes spéculations, les gérants ne pourront pour le compte de la société aucune *spéculation sur marchandises sous quelque spéculation immobilière, aucune acceptation à découvert ni aucune sur valeurs étrangères.*

Art. 23. La retraite, le décès ou tout autre empêchement d'un ou plusieurs gérants n'entraînera pas la dissolution de la société.

Pour extrait, signé Grandidier, notaire à Paris, enregistré et légalisé à Paris, conformément à la loi du 13 mars 1843.—Une expédition de l'acte passé devant Me. Grandidier, notaire à Paris, le quatre septembre mil huit cent trente-sept, contenant société entre MM. Lefrançois et Barbey, et les cogérant dont les noms et demeures y sont indiqués, ainsi que les statuts de la société.

Pour extrait conforme,
Signé, Grandidier.

Pour copie conforme à l'extrait ci-dessus, délivré à M. Lefrançois et Barbey, demeurant ensemble à Paris, rue St. Lazare, No. 47

Une question à mettre à l'écart.

L'abolition du pouvoir patronal à l'esclave nous cesse la pré-occupation la plus profonde sur la société. Pour devenir citoyens de notre pays, les esclaves n'auront besoin que d'un bienfait de la nature, de la liberté. Ils n'auront pas à conquérir leur droit de cité, ils l'auront reçu de Dieu même. Nous voulons que la liberté soit pour eux sans certaines entraves philosophie, et, avant qu'une triste expérience n'ait ouvert les yeux à tout ce qui, parmi les hommes, était susceptible de réflexion, on de pitié! On a dit d'avance que nous voulions parler de l'émancipation, sujet et intention assez dangereuse pour dans l'émancipation, sujet et intention assez dangereuse pour dans l'émancipation, sujet et intention assez dangereuse pour dans